

**RAPPORT 2011 DE LA COUR DES COMPTES
SUR LES SERVICES DE DISTRIBUTION D'EAU POTABLE ET
D'ASSAINISSEMENT**

Le contenu de ce rapport est catastrophique pour les collectivités locales (communes et intercommunalités) dans la mesure où il permet de mettre en évidence l'énorme fossé qui sépare les bonnes pratiques que ces collectivités devraient mettre en œuvre avec la réalité :

Il faut donc s'emparer de ce contenu et le comparer, systématiquement, mot à mot, aux contenus des documents de gestion officiels fournis par les collectivités et votés par les élus. Sachant que ces documents sont, de plus, totalement virtuels et bidouillés, il conviendra au préalable de les remettre dans le bon sens.

Ceci étant fait, il faudra mettre cette comparaison devant les yeux des élus qui ne pourront que constater les fautes graves qu'ils commettent, tous les jours, en gérant les services publics de l'eau et de l'assainissement.

Fautes d'autant plus graves qu'elles concernent l'utilisation d'argent public, souvent livré en pâture aux prédateurs du privé, sans contrôle et en toute opacité.

L'ACER va évidemment faire ce travail dans le cas du Grand Lyon.

L'ACER constate déjà, après une simple lecture rapide des 45 pages du rapport que la Cour des Comptes valide tous les grands thèmes qu'elle défend depuis près de 15 ans. Il suffira donc de compiler le travail déjà effectué.

JL LINOSSIER CACE
04 78 83 47 73